

ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES DES PRODUCTIONS ET DES MARCHÉS DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

par Gilles **BAZIN**¹ et Gil **KRESSMANN**²

Cette communication retrace les évolutions récentes de la production et de la consommation des produits de l'AB et s'interroge sur les perspectives d'une filière qui a doublé son chiffre d'affaires depuis 2008, avec 5,8 milliards d'euros en 2015, 6,9 milliards en 2016 (soit 3% du marché alimentaire) et 10 milliards prévus en 2020 (Agence bio). Fin 2016 le nombre d'exploitations en AB dépassera 31 000 (7% des exploitations nationales) et les surfaces atteindront 1,6 million d'ha (5,8% de la SAU) dont plus de la moitié en prairies permanentes. En 2015 les exploitations en AB représentaient 18% des exploitations spécialisées en viticulture, 16% en polyculture-élevage, 8% en arboriculture et maraichage et seulement 5% en grandes cultures spécialisées. L'AB est particulièrement riche en emplois avec 53 hectares et 2,4 UTA par exploitation (dont 1 UTA salarié) contre 56 hectares et 1,5UTA en agriculture conventionnelle. Elle représente 70000 UTA (10% des emplois de l'agriculture française). Cette situation est liée aux spécificités techniques des systèmes de production bio, mais également au fait que les activités de transformation et/ou de vente en circuits courts y sont bien plus fréquentes (près des ¾ des exploitations concernées). Actuellement, le développement de l'agriculture biologique est très contrasté et 5 régions regroupent la moitié des surfaces (Midi-Pyrénées, Pays de Loire, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et PACA). Ce sont celles où les aides à l'installation en AB, l'animation et le conseil sont les plus développés. La conversion croissante à l'AB est encouragée par trois facteurs :

- La croissance de la consommation de produits bio de l'ordre de 10% par an dans un marché alimentaire globalement stable. En 2015, 65% des Français déclarent avoir consommé bio au moins une fois par mois (malgré des prix supérieurs de 30 à 100% selon les produits et les enseignes).
- Les crises de marché agricole à répétition qui accroissent les différentiels de prix à la production en faveur de la production bio (10 à 15 ct€/l de différence pour le lait et 150 à 250€/t pour les céréales).
- Le renforcement des politiques de soutien à la conversion vers l'AB (partout en France pendant 5 années, mais avec des plafonds par exploitation dans certaines régions) et la mise en œuvre de politiques d'aides au maintien de l'AB après la conversion (dans certaines régions seulement et avec des crédits limités). Les crédits ont doublés sur la période 2015-2020 passant à 180 millions d'euros annuels.

¹ Membre de l'Académie d'Agriculture de France, Professeur de politique agricole à AgroParisTech.

² Membre de l'Académie d'Agriculture de France, Directeur gérant de Syntonie Communication, Administrateur de la SAF, Administrateur du SYRPA.

Quelles perspectives pour l'AB ? Quels risques ? Quelles opportunités ? Le contexte semble favorable à la croissance de la production bio mais le secteur a déjà connu des crises de surproduction (lait entre 2002 et 2005) ou les producteurs bio ont vendu ponctuellement aux prix conventionnels. Le bio est à un tournant majeur de son évolution en passant d'un marché de niche à un marché de masse, avec des perspectives de croissance mais aussi des risques de déstabilisation.

Les opportunités de croissance : prix à la production plus élevés et plus stables (résilience accrue des exploitations), crises sanitaires et problèmes de résidus médiatisés sur certains produits conventionnels, motivations fortes et multiples des consommateurs qui tirent la demande, (santé, environnement, goût...). Les exposés suivants chercheront à préciser la réalité de ces convictions.

Les risques : excédent de l'offre sur la demande, baisse des prix et des marges du fait de la concurrence (importations, pression de la grande distribution, bio « industriel »), problèmes techniques (bas rendements, pertes de récoltes...), prix élevés à la consommation. Les risques de perte de confiance des consommateurs du fait d'un problème sanitaire médiatisé sur un produit bio ne sont pas à exclure.

La question des débouchés, de la structuration des filières, de l'amélioration de la connaissance des marchés, de la communication, de la recherche (pour lever les freins techniques), de la formation, de la réglementation, mais aussi celle de l'accompagnement technico-économique des agriculteurs, sont déterminantes dans le développement durable de l'AB.